

# Vous avez dit "libéralisme" ?

Posté le : 20 octobre 2016 10:29 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Crise mondiale, Réforme, Economie et politique

Un des tics les plus agaçants de la presse française est l'emploi à tout bout de champ du qualificatif "libéral" pour déconsidérer toute tentative de redressement de l'économie française. Le qualificatif se veut péjoratif. et l'effet répulsif est souvent poussé par l'ajout de complément : néo libéral, libéral thatchérien, hyper libéral, libéral sans concession, libéral assumé, libéral antisocial, libéral revanchard etc. La marxisation des réflexes en France est telle, du fait d'une dominance idéologique de cette composante de la gauche dans l'enseignement public et dans les médias que libéral y est devenu une grossièreté. Il est intéressant de creuser un peu ce phénomène.

Le libéralisme, au sens économique s'oppose au marxisme, au socialisme et à l'étatisme. Il est normal que les promoteurs des trois idéologies lui en veulent. Il peut prendre des formes très diverses. La constante de toutes les conceptions libérales est que l'entreprise capitaliste est la forme la plus efficace de production de richesses et que ce sont les choix individuels de consommation qui forment la valeur des produits en s'exerçant sur des marchés organisés.

En ce sens le monde entier est aujourd'hui libéral. Personne ne compte plus sur la collectivisation permanente de l'ensemble des moyens de production pour espérer un minimum de prospérité. Les expériences socialistes ont été suffisamment "pédagogiques", pendant suffisamment de temps, avec suffisamment de dégâts.

Une autre acception du libéralisme est la défense des trois libertés de mouvements de capitaux, de marchandises et de personnes dans le cadre national et international. Ces libertés sont assurées depuis longtemps dans le cadre national et n'y font plus problème de principe même si la réglementation et les taxes peuvent en modifier fortement l'exercice jusqu'à l'étouffement. Les instaurer entre les nations est la question de l'époque.

C'est le mantra récurrent de l'Union Européenne depuis l'origine.

Au FMI, les trois libertés sont devenues la doctrine de substitution, une fois son rôle initial (gérer les changes fixes et permettre des ajustements monétaires sans drame) abandonné avec l'instauration des changes flottants.

L'OCDE a remplacé sa mission de répartition du plan Marshall depuis longtemps éteinte et a muté également en officine de promotion des trois libertés.

En France comme en Europe cette optique de libre-échanges et de libre migration est celle des partis socialistes tout autant que des partis centristes et de la droite classique. Le PS, avec Delors, Rocard, Lamy et cie ont été en flèche notamment pour la liberté de mouvement des capitaux.

Les droites et les gauches de gouvernement se retrouvent toutes dans le libéralisme des trois libertés de mouvement. Seuls les extrêmes, à droite comme à gauche, contestent au moins une des trois libertés de mouvement.

Le libéralisme est donc partout dans la politique internationale et les traités et n'a pas été contesté par les partis de gouvernement dans les trente dernières années en Occident. Faire du mot "libéral" une injure a donc tout du paradoxe.

Aujourd'hui les esprits évoluent fortement. Contrairement à la question du capitalisme qui est désormais tranchée, l'affaire des trois libertés internationales de mouvement ne fait plus l'unanimité. On peut même dire qu'elle devient de plus en plus empoisonnée.

La liberté du commerce des biens et des services, sans cadrage des déséquilibres, aboutit à des excédents et des déficits majeurs qui déstabilisent l'emploi, les marchés, la qualité des produits.

La liberté des mouvements de capitaux dans un système de changes non régulés et compte tenu des déséquilibres précédents, provoque des crises à répétition et la stagnation générale.

La liberté des migrations conduit à des substitutions de population considérées par les autochtones comme injustes, dommageables et déstabilisatrices.

Les effets de submersion dans les trois secteurs provoquent des réactions de plus en plus vives.

Les réactions ne sont pas seulement économiques. Elles touchent le social, c'est-à-dire les formes d'organisation, les lois et les mentalités, construites dans la durée par les Etats pour satisfaire les besoins de solidarité. Elles sont balayées et les personnes déstabilisées priées de "s'adapter". Elles touchent également le culturel : choc de civilisation ; rejet de l'envahissement ; abaissement des niveaux d'engagement dans la société ; soumission culturelle aux divertissements américains avec tout ce qu'ils charrient... Et voici désormais les attentats terroristes !

Le libéralisme des trois libertés de mouvement commence à être considéré de plus en plus largement comme une aliénation consentie par des "élites mondialisées" qui trahiraient allègrement la "cause du peuple".

C'est la liberté de migration qui la première a cédé. La Suisse a voté contre l'immigration. Les Français ont cru que les Helvètes visaient les minarets. Ce sont les frontaliers français qui trinquent. Le Royaume-Uni sort de l'Union Européenne principalement pour faire cesser ce que les Anglais considèrent comme un envahissement dommageable. Les Français sont aussitôt consternés de constater qu'ils n'y sont plus bienvenus et même parfois injuriés, au même titre que les Pakistanais, les Afghans ou les Africains anglophones. Le candidat Trump fait frémir quand il annonce une barrière anti Mexicains payée par les Mexicains. Mais les étudiants français aux Etats-Unis constatent déjà depuis plusieurs années un resserrement drastique des conditions d'emploi aux Etats-Unis à la sortie de leur cursus américain. Un étudiant ayant fini ses études perd son visa de séjour presque immédiatement après avoir eu son diplôme s'il ne parvient pas à trouver un employeur motivé.

Il y a peu de chance que les choses s'arrangent. La montée incontrôlée de la démographie des pays africains, avec un pays comme le Nigeria annoncé comme plus peuplé que la Chine dès 2050, laisse craindre une vague africaine à ampleur de tsunami : si les prévisions sont justes, il faudrait que l'Europe absorbe 300 à 400 millions d'Africains et de Maghrébins. Les questions d'espace vital vont redevenir criantes. Le besoin de défense des civilisations, des cultures et des cultes va exploser et avec lui l'intolérance de masse.

Le commerce international, compte tenu de ses déséquilibres massifs, est vu comme la destruction de secteurs économiques patiemment aménagés par un déferlement de produits à bas coûts et de mauvaise qualité. La durée de vie d'un PC est passée de 10 ans à peine trois. C'est aussi le cas des téléphones, des machines à laver etc. Va-t-on avaler des poulets au chlore ou aux hormones ? Les traités transatlantiques sont tous au point-mort avec un refus catégorique des peuples tenus soigneusement à l'écart des discussions et soumis à des "éléments de langage" diffusés à gogo dans les médias. Du genre : "l'accord permettra de créer des millions d'emplois". Le rejet est total et touche les médias vus comme complice des élites mondialisées et les fonctionnaires internationaux vus comme traîtres à leur pays.

La liberté totale des mouvements de capitaux commence à faire mauvais genre. La crise dite faussement des "pays émergents" en 97-98 a fait perdre toute crédibilité à ceux qui prétendaient que la "hot money" était un mal nécessaire. L'effondrement de 2008 a montré que la mobilisation anarchique de capitaux uniquement tournés vers la spéculation conduisait au désastre. La gestion de l'Euro avec liberté totale des mouvements de capitaux et régulation par la BCE a montré ses limites : la déflation à répétition et la stagnation générale. Les banques sont désormais étranglées parce qu'on a voulu étouffer l'amplificateur des désajustements sans toucher aux causes.

Au total, si personne ne conteste plus vraiment le caractère capitaliste de l'organisation de la production, la défense des trois libertés de mouvement à l'international est dans la tempête.

Cette situation crée de graves contradictions dans chaque pays. Les finances publiques et l'emploi sont tellement chahutés dans les pays qui ont fait de la dépense publique et de l'emploi public le cœur de leur action au long cours, que des remises en cause massives deviennent nécessaires. Tous ceux qui veulent réduire la dépense publique lorsqu'elle est insoutenable, se voient traiter de "libéraux à la Thatcher", alors même qu'ils contestent l'orientation des organisations internationales qui privilégient les trois libertés de mouvement. Ce sont des libéraux antilibéraux. À l'inverse les antilibéraux promeuvent la liberté quasi-totale des migrations. Ce sont des antilibéraux libéraux.

Les mots, et en particulier l'adjectif libéral, ont perdu tout sens.

Au-delà des mots, quelle est la situation ?

Un pays comme la France qui s'est laissé glisser dans le déficit public permanent et la montée exorbitante de la dépense publique, se retrouve piégé : il ne peut plus supporter une dépense publique supérieure à la production des entreprises du secteur marchand et une dette qui représente entre 400 % et 800 %, selon les calculs, de la même production. Sortir de ce piège n'a rien de libéral. Toute "diplomatie de la prospérité" passe nécessairement par une canalisation des trois libertés de mouvement. Par rapport au laxisme actuel cette attitude est nécessairement "antilibérale", si on conçoit le libéralisme comme une concurrence sans entrave d'individus indifférenciés où les Etats n'ont qu'à se taire.

La stagnation, le chômage de masse, le blocage de la finance, les déficits abyssaux ne peuvent laisser indifférents les Etats. Ils devront nécessairement lutter encore longtemps sur deux fronts : contre une mondialisation basée sur des libertés incontrôlées et contre les dérives insoutenables d'un état providence qui laisse une part minoritaire de la population payer pour les autres, tout en détournant une part déraisonnable de la richesse produite à son seul profit.

Toutes les formations politiques sont déchirées par ce dilemme. François Fillon milite à la fois pour réduire drastiquement la dépense publique et contre le Tafta, le traité transatlantique. Comme Hollande. Voici deux libéraux, tendance antilibérale. Dans deux camps opposés. Les écologistes se veulent pro migration et anticapitalistes comme une partie de la gauche, dont le Front de gauche. Le FN se veut nationaliste et socialiste.

En fait il n'y a pas de purs libéraux qui seraient pour un capitalisme débridé en interne, en Europe et dans le monde.

Il n'est pas si difficile de dépasser ces contradictions.

À l'international, les libertés doivent être organisées et les flux d'hommes, de capitaux et de marchandises encadrés. En interne il faut en finir avec les excès d'encadrement de l'activité économique et de dépenses publiques. Deux mouvements d'inspiration exactement inverse mais également nécessaires.

Les échanges de marchandises ne sont pas dangereux si les échanges restent balancés entre les pays.

Au final on échange des produits, contre des produits, et du travail contre du travail. Il faut donc mettre des mécanismes qui permettent ces équilibres. Ce n'est pas une question de principe mais d'organisation et de gestion des libertés.

La liberté d'établissement reste extrêmement sympathique, à la condition d'éviter les phénomènes de masse et les risques de chocs culturels insoutenables, tout en limitant la possibilité pour les pays ayant supprimé leur frontière commune de conduire des politiques différentes d'immigration. Ce n'est pas une question de principe mais d'organisation et de gestion des libertés.

La liberté d'investir son capital comme on l'entend est très utile et profitable, à la condition que l'on évite de transformer l'économie mondiale en baudruce incontrôlable. Ce n'est pas une question de principe mais d'organisation et de gestion des libertés.

On peut donc chérir la liberté dans le monde mais en organisant précisément les libertés.

De même qu'on peut développer les solidarités nationales sans tomber dans le socialisme prédateur, l'anticapitalisme primaire, le blocage des relations sociales, l'asphyxie fiscale et la dette à outrance. Il faut chérir la liberté et la propriété, qui est de la liberté frappée, tout en organisant de façon raisonnable et soutenable la solidarité. Le redressement français n'est donc pas une question de plus ou moins grand libéralisme. Il faut réduire le socialisme et l'étatisme à l'intérieur pour la simple raison qu'on ne peut pas justifier une dépense publique supérieure à la production marchande, deux allocataires à la charge d'un seul salarié du secteur marchand, et une dette sans rapport à la production marchande. À l'extérieur Il faut rechercher un meilleur contrôle des flux d'hommes, de marchandises et des capitaux.

Le seul adjectif que devraient utiliser les journalistes est : pertinence. Quel programme a quelles chances d'atteindre quels résultats ? Si les fins et les moyens sont pertinents, il y a toutes les chances que la liberté y joue un rôle fondamental même si elle est enchâssée dans des organisations plus contraignantes à l'extérieur et moins à l'intérieur.

Le débat national devrait être sur les fins et les moyens, à court, à moyen et à long terme, à l'intérieur comme à l'extérieur. Pas sur des étiquettes ni sur des adjectifs.

Acteurs et commentateurs publics sont encore assez loin de le comprendre.